

LE HEZBOLLAH, DE LA SOCIÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRE À LA SOCIÉTÉ POSTISLAMISTE

PAR

Farhad KHOSROKHAVAR

Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

LE HEZBOLLAH : DE LA HAINE DE SOI À L'OPPORTUNISME IMMORAL

L'expression Hezbollah est un terme composé, *hezb-ollâh*, le parti ou le groupe (*hezb*) d'Allah (ollah renvoyant à Allah). Le mot, d'origine coranique, n'était connu en Iran pré-révolutionnaire que des ulémas dans son acception traditionnelle, que ce soit les partisans de Mohamed lors de sa mission prophétique face aux mécréants, soit par extension, dans la tradition chiite, les partisans d'Ali premier imam, face à ceux d'Omar qui, selon les chiites déroba le califat à Ali à la mort du Prophète, l'expression s'étendant à la période postérieure, notamment à Hosseyn, le troisième imam, face à Yazid, le calife omeyyade honni des chiites, pour avoir fait mettre à mort Hosseyn, dans une bataille inégale, à Kerbala en 680. Shariati qui modernisa le chiisme dans un sens révolutionnaire (mort en 1977), l'emploie quelquefois, mais sans que l'expression ait un sens autre qu'épisodique dans sa pensée.

Dans la période pré-révolutionnaire, le substantif Hezbollah n'était pas connu du public. La révolution s'est faite autour du slogan "Liberté, indépendance, République islamique", la dernière expression renvoyant à un islam anti-impérialiste, restaurant les valeurs islamiques contre un modernisme servilement imitateur de l'Occident qui mettait en danger les valeurs fondamentales dont la "pudeur" ou l'"honneur" communautaire (*hayâ, nâmous*) et plus

fondamentalement encore, la justice islamique (le *hagh*)¹. L'islam était perçu comme le rempart contre la perte des valeurs et contre le despotisme du Chah qui se servait de l'Occident pour légitimer son autocratie et sa mainmise sur la rente pétrolière.

Le Hezbollah comme fait de société émerge juste après le renversement du Chah. Des groupes fanatisés se lancent dans des pratiques d'intimidation contre les femmes, contre les gens soupçonnés d'"occidentalisation", contre ceux qui ne se soumettent pas à une version de l'islam puritain et de plus en plus autocratique sous l'égide de Khomeyni.

C'est avec les dissensions au sein du Gouvernement Provisoire de Bazargan (février 79 - 6 novembre 79), un "libéral" qui devint premier ministre après le renversement du régime impérial, que le Hezbollah devient progressivement une réalité sociologique. L'expression commence par désigner un groupe radicalisé qui, au nom de l'islam, entend entreprendre la "purification" de l'administration (*tasfié*, *pâk-sâzi*) de ses éléments "anti-islamiques" et "contre-révolutionnaires" (*zeddé eslâmi*, *zeddé enghêlâbi*), puis ceux qui, dans la rue, forment des groupes plus ou moins organisés et sèment la terreur au nom de l'islam et la "pudeur islamique", sévissant contre les femmes, mais aussi contre ceux qui se réclament de la démocratie ou de l'extrême gauche islamique ou marxiste (les groupes des Fédâïs, des Modjahédine du Peuple, de Peykar etc.). À partir des noyaux d'organisation légués par la révolution (notamment les Comités, sorte de groupes *ad hoc* formés tout au long du mouvement révolutionnaire dans les quartiers, les usines, plus généralement les villes pour protéger la population contre la contre-révolution mais aussi le vol et le désordre urbain) se constitue un groupe armé qui prend le devant de la scène tant que l'État postrévolutionnaire est embryonnaire et incapable d'une direction unifiée. Ce groupe évince de la rue les opposants à l'hégémonie de Khomeyni, soit par les voies de fait, soit par la liquidation physique des opposants notoires ou des partisans du Chah.

1. L'expression *hagh* est polysémique dans la révolution iranienne. Elle renvoie à une communauté idyllique, celle du Mahomet ou d'Ali son gendre. Il en vient à désigner, chez différents groupes, différents types de justice pendant la révolution. Pour les jeunes, c'était une *justice égalitaire* où le peuple musulman devrait être traité économiquement, socialement et politiquement à parité égale. Pour la génération des pères, c'était une *justice hiérarchique* et inégalitaire tempérée par les aumônes islamiques (*khoms*, *zakât*, plus généralement *sadaghéh*) qui rendraient la vie des inférieurs (des "gens du bas", *ziré dastân*) possible dans la dignité là où l'islam reconnaissait la disparité des classes des couches supérieures ("*bâlâ dastân*", les "gens du haut"). Le *hagh* incarnait ainsi l'ambiguïté même de la révolution islamique en Iran : phénomène traditionnel pour les parents visant à restaurer le *hagh* hiérarchique, phénomène nouveau aux yeux des jeunes visant à mettre en œuvre la justice égalitaire qui était la quintessence du message de l'islam, cette ambiguïté a été par la suite lourde de sens dans le tournant répressif qu'il a pris chez le Hezbollah. Celui-ci a joué tour à tour sur l'un des registres pour mater l'opposition et affaiblir les uns et les autres, afin de s'approprier du pouvoir. Cf. Khosrokhavar (F.), *L'anthropologie de la révolution iranienne*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *L'utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

Cette période qui s'échelonne sur les premières années après la révolution est celle de l'autolégitimation de groupes formés de jeunes d'origine populaire, d'une partie des classes moyennes inférieures et des catégories que les marxistes iraniens appelaient les "lumpen", c'est-à-dire les laissés pour compte de la modernisation impériale et qui s'instituent gardiens des valeurs islamiques en se rangeant derrière Khomeyni. Ils ont en leur sein des opportunistes qui cherchent leur promotion sociale dans la société post révolutionnaire, mais aussi un groupe minoritaire de purs et durs qui deviendront les fers de lance de la révolution, acculant à la clandestinité l'opposition politique par une stratégie systématique d'intimidation et de répression², allant jusqu'à se sacrifier pour la cause sacrée de l'islamisme politique prôné par Khomeyni. Le noyau institutionnel du Hezbollah est le Parti de la République Islamique constitué au lendemain de la révolution, ainsi qu'un groupe paramilitaire, l'Organisation des Modjâhédine de la Révolution Islamique, financé et pourvu en soutiens financiers par divers fonds de l'Etat post révolutionnaire et par ceux résultant de la confiscation des biens des hauts dignitaires du régime du Chah.

La guerre avec l'Irak survient un an et demi après la révolution (le 22 septembre 1980) et dure plus de huit ans, avec quelque sept cent mille victimes du côté iranien. Jetée dans la guerre, le chaos post révolutionnaire et une situation économique de plus en plus difficile, la jeunesse révolutionnaire perd l'espérance dans une vie encadrée par l'islam où justice et harmonie engendreraient le paradis sur terre. Le marché noir, la pénurie, l'injustice croissante au sein d'une économie spéculative où stockeurs et accapareurs s'enrichissent alors que l'immense majorité s'appauvrit, les destructions causées par la guerre, tout cela engendre un nouveau sentiment, celui de la haine contre ceux qui sont à l'origine de cet état de fait. Pour les classes moyennes, c'est la révolution et les islamistes qui sont à haïr. Mais ces groupes-là n'ont pas voix au chapitre et doivent ronger leur frein dans la vie privée. Par contre, pour la jeunesse révolutionnaire qui se trouve dans les premières années au sein d'une société effervescente, l'ennemi à désigner est double ; c'est d'une part, tous ceux qui luttent contre la révolution islamique, à savoir l'Occident diabolique et en particulier l'Amérique "dévoreuse du monde" (*djahân-khâr*) et "arrogante" (*mostakbar*) et sa cinquième colonne, les classes moyennes "occidentalisées" et tous ceux qui refusent de s'engager à fond dans la révolution ; en second lieu, l'ennemi est le soi du révolutionnaire pur et dur, le sujet révolutionnaire n'étant jamais assez pur pour réaliser les idéaux islamiques dans toute leur pureté, l'ego étant constamment en manque de pureté et de sincérité vis-à-vis de ces idéaux. Le soi est ainsi haïssable, il se culpabilise d'être constamment moins pur que ce qu'il devrait être pour préserver la révolution dans sa pureté liliale d'origine³.

2. Cf. Rahnéma (A.), Nomani (F.), *The Secular Miracle*, Londres, Zed Books, 1990 ; Khosrokhavar (F.), *L'islamisme et la mort, le martyre révolutionnaire en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1995.

3. Cf. Schmuher (W.), "Iranische Märtyrertestamente", *Die Welt des Islams*, N.S. Band 27, n° 4, 1987 ; Khosrokhavar (F.), "Le martyre révolutionnaire en Iran", *Social Compass*, volume 43, n° 1, mars 1996.

LES TROIS RUPTURES DE LA SOCIÉTÉ IRANIENNE

La culpabilisation qui donne lieu à la haine de soi et de l'autre et qu'attise Khomeyni par un discours où il fustige tous ceux qui ne se vouent pas sincèrement à la révolution islamique, se fonde sur trois types de rupture au sein de la société iranienne.

C'est d'abord la rupture entre la jeunesse révolutionnaire et les parents, tant ceux qui s'étaient laïcisés sous le Chah que ceux qui adhéraient à l'islam communautaire et traditionnel, pour qui la politisation de l'islam était synonyme de sa profanation. A partir de cette rupture entre les générations, le discours populiste de Khomeyni s'est légitimé, dressant les fils contre les pères au nom de l'islam et leur donnant une légitimité qu'ils ne pouvaient avoir dans une société dominée dans sa grande majorité par une vision gérontocratique de la vie familiale et publique. Ainsi, là où les pères exigeaient avant tout le respect filial et l'adhésion aux normes de la famille, les jeunes révolutionnaires revendiquaient l'adhésion à l'islam révolutionnaire et le sacrifice de soi à son autel, par-delà les allégeances familiales et les attaches personnelles. Par ailleurs, la nouvelle génération cherchait à supplanter la vieille qui n'avait pas su se révolter contre le régime du Chah et dans ce mouvement, il visait à se substituer à l'ancienne élite au pouvoir. La révolution au nom de l'islam légitimait cette volonté de promotion sociale aux dépens des anciens. La guerre avec l'Irak allait donner une occasion en or à une partie de cette jeunesse de s'assurer une place importante dans la nouvelle élite par le déploiement de son sens d'abnégation et de sacrifice sur le front de guerre et par son dévouement jusqu'à la mort à Khomeyni.

La seconde rupture était celle qui existait entre les classes moyennes et les nouvelles classes populaires issues de la modernisation du Chah. Ces dernières n'avaient aucun respect pour la nouvelle hiérarchie sociale issue de la modernité impériale dans la mesure où elles trouvaient les nouvelles classes montantes désislamisées, mais aussi pleines de mépris pour les laissés pour compte, et pour tout dire, égoïstes d'une part, impudiques du point de vue islamique, de l'autre : ces classes nouvellement enrichies exhibaient indécemment leur richesse, de même que leurs femmes étaient censées exposer indécemment leur corps. De leur côté, les nouvelles classes moyennes professaient un grand dédain pour les classes inférieures qu'elles déshumanisaient dans leur imaginaire au nom de leur archaïsme et de leur absence de discernement⁴. La haine que se vouaient réciproquement les nouvelles classes moyennes d'une part, et les classes populaires de l'autre, était attisée par la révolution qui exacerbait la situation sociale et économique et rendait encore plus difficile le dialogue entre les uns et les autres. Khomeyni instrumentalisait ladite haine en fournis-

4. Cf. Vieille (P.) et Khosrokhavar (F.), *Le discours populaire de la révolution iranienne*, 2 tomes, Paris, Contemporanéité, 1991, tome 2 pour les entretiens avec les divers groupes sociaux pendant la révolution.

sant pendant les premières années de la guerre une cible tangible à la jeunesse populaire et hezbollah en la personne même des nantis et des classes aisées, ces suppôts de l'Occident corrompu, ces obstacles à la réalisation de l'islam authentique.

Une autre rupture, c'était entre les femmes sans voile et les femmes portant le voile, ou plus exactement, entre celles qui refusaient de se voiler et celles qui, au nom de l'islam, revêtaient le voile comme symbole d'une dignité islamique reconquise par la révolution. La grande majorité des femmes sans voile se recrutaient dans les classes moyennes modernisées et l'immense majorité des femmes portant le voile se trouvaient parmi les couches traditionnelles ou celles qui s'étaient récemment modernisées et faisaient partie des nouvelles classes populaires. Alors que sous le Chah c'était le mépris pour les femmes voilées au nom de la modernité qui prévalait, à présent, les femmes hezbollahs, ripostaient à l'ancien mépris par la répression des femmes modernisées et dévoilées. C'est ainsi qu'une grande partie des femmes hezbollah qui étaient préposées à maintenir l'ordre islamique dans les villes et en particulier, à veiller au port du foulard hermétique (*maghna'éh*) par les femmes des quartiers aisées, exerçaient avec un rare zèle cette tâche répressive, prenant ainsi leur revanche, d'une part des couches nantis du régime du Chah, d'autre part des femmes "dévergondées" de ces classes aisées qui les vouaient au mépris. Au dédain de celles-là elles ripostaient par une haine inextinguible qui se manifestait tout particulièrement dans la répression féroce de tout écart de conduite de la part des femmes désormais "mal-voilées" (*bad-hédjâb*) qui pervertissaient le sens du voile imposé à elles en le portant de plus en plus mal et négligemment.

La haine était l'expression des clivages sociaux résultant de la modernisation autocratique du Chah qui avait empêché tout dialogue social et à partir de l'accentuation du malentendu entre divers groupes sociaux construisait sa hiérarchie répressive et sa légitimité politique. Après la révolution, le nouveau régime populiste monnaie ces clivages et en opposant, au nom de l'islam, les déshérités (*mostaz'af*) aux oppresseurs (*mostakbar*) et en s'instituant le défenseur des premiers qu'il proclame authentiquement islamiques contre les seconds qu'il déclare an-islamiques voire anti-islamiques, accuse les antagonismes sociaux. La guerre accentue à son tour la radicalisation et l'impossibilité du dialogue social pendant les premières années, la jeunesse hezbollah étant certaine de sa légitimité et de l'illégitimité de l'opposition en raison du soutien de Khomeyni qui incarne de plus en plus la pureté islamique, et paradoxalement, à cause de l'échec même de l'utopie révolutionnaire. Par un retournement lourd de sens, l'échec de la révolution dans la réalisation des idéaux "islamiques" devient, pour cette jeunesse en désarroi, le signe de sa légitimité, le vrai se trouvant inscrit dans la mort, le message du sacré étant celui de la mise à mort des mécréants et de soi — on n'est jamais suffisamment pur pour légitimer la continuation de sa vie, surtout en cette période de guerre où vivre signifie le refus du martyre. Un islamisme mortifère se substitue à l'optimisme

béat du début de la révolution, l'incitation au martyre donnant aux jeunes membres de Bassidje⁵ la possibilité de se réaliser dans la mort, dans une conjoncture où la vie ne signifie rien d'autre que l'échec de tout ce qui fondait la légitimité de la révolution islamique dans ses débuts prometteurs.

La fin de la guerre (1988) et la mort de Khomeyni (3 juin 1989) changent la nature de la haine de la jeunesse hezbollah. D'une part, l'effervescence révolutionnaire est bel et bien morte ; à l'angoisse d'une révolution qui dérape succède le désenchantement d'une société qui ne croit plus à la révolution mais qui n'est pas non plus prête à se mobiliser contre le nouvel ordre, en raison de la volonté de vivre et de festoyer qui s'empare des gens après près d'une décennie de guerre et de mort et surtout, suite au discrédit qui pèse désormais sur toute forme de mobilisation, après l'expérience désastreuse de la révolution qui a appauvri l'immense majorité et a eu pour conséquence une pénurie généralisée, une inflation galopante et une guerre meurtrière. Pour ce qui est de la jeunesse hezbollah, sa tâche est désormais de trouver une place stable dans les nombreux organismes révolutionnaires, dans l'administration (on a besoin d'agents fiables qui encadrent le personnel et qui lui font intérioriser la crainte du régime, sur le modèle de l'ancienne Savak). Le régime de Khomeyni réprimait férocement et quelquefois aveuglément l'opposition — surtout l'extrême gauche islamique qui lui disputait la légitimité au nom d'une autre version de l'islam, tout aussi intolérante, mais aussi bien, les partisans de l'ouverture politique ; mais il ne quadrillait pas la société, l'appareil d'Etat étant encore sous le choc de la révolution et la guerre contre l'Irak absorbant l'essentiel de son énergie.

Après la mort de Khomeyni et la fin de la guerre, le régime post révolutionnaire devient moins aveuglément répressif, mais plus calculateur et davantage porté à la répression ponctuelle et rationalisée. La jeunesse hezbollah qui demeure le fer de lance du régime et qui trouve sa place dans les appareils de répression (les Comités, l'Armée des Pasdaran, de plus en plus la police et les nouveaux services de supervision et de renseignement au sein de l'administration) n'a plus de haine à proprement parler qui se nourrisse de la révolution et de ses idéaux éthérés, mais elle a le souci de préserver son niveau de vie et la sécurité de son emploi dans un pays exsangue après une guerre impitoyable de presque une décennie. C'est pourquoi la haine se transforme en opportunisme une fois disparue la figure charismatique de Khomeyni, la répression s'abat tant sur ceux qui sont perçus comme les ennemis du régime et donc des groupes qui bénéficient du clientélisme du pouvoir post révolutionnaire. Dans un appareil d'Etat pléthorique, les uns et les autres veulent se caser pour échapper à l'incertitude d'une économie en crise et c'est à qui mieux mieux de suivre les stratégies du régime post révolutionnaire qui promet le développe-

5. Bassidje est l'organisation fondée au lendemain de la révolution et qui fournit, pendant la guerre, la chair à canon en jeunes recrues volontaires qui vont se faire tuer en martyrs sur le front de guerre. Au plus fort de la guerre, Bassidje a été fort de quelque quatre cent mille jeunes.

ment économique dans le respect des idéaux révolutionnaires. Cette période où le pouvoir se maintient par l'intimidation au sein du pays et par une stratégie de liquidation des opposants politiques à l'extérieur s'épuise à son tour au début des années quatre-vingt dix.

LES INTELLECTUELS POST ISLAMISTES

Une nouvelle période s'ouvre dans les premières années de la nouvelle décennie, une quinzaine d'années après la révolution islamique de 1979. On assiste à l'avènement d'un nouveau groupe, les intellectuels post islamistes⁶. Ceux-ci, en partie en référence à l'islam (comme Abdolkarim Soroush⁷), en partie en référence à la modernité non-religieuse, en partie en référence à leur domaine de spécialité (l'économie, la sociologie, voire les sciences religieuses islamiques) contestent la légitimité de l'islamisme radical qui entend confondre le politique et le sacré. Eux, ils présentent une vue de l'islam où la dissociation entre l'un et l'autre se fait, cette fois au nom même de l'islam. C'est dans cette perspective que la Souveraineté du Docte islamique (*velâyat faghhih*, incarné par Khomeyni pendant sa vie) est contestée, non pas en référence à une modernité irréligieuse ou areligieuse d'origine occidentale, mais à partir de l'interprétation même de l'islam. Ces nouveaux groupes d'intellectuels dont l'audience dépasse progressivement les cercles de l'université pour devenir un fait de société à partir des années quatre-vingt quinze, prennent acte de la désillusion révolutionnaire, de l'état déplorable de l'économie, de la perte de légitimité des nouveaux dirigeants qui n'ont pas le charisme de Khomeyni, et de l'écroulement de l'empire soviétique qui discrédite l'idée même de la révolution et de l'utopie révolutionnaire, qu'elle soit islamique ou non. Ils proposent une version désenchantée de la société, la plupart du temps en référence à l'islam. Leur argumentation, dans sa grande diversité, se ramène, à partir de l'exégèse des textes sacrés, de l'analyse économique et de l'observation de l'évolution du monde, à un constat simple : le domaine politique ne doit pas être confondu avec celui de la religion parce que le politique est le domaine de l'approximation, de l'erreur et de la décision *ad hoc* alors que le sacré incarne les valeurs éternelles. Si on mélange les deux domaines, les erreurs politiques peuvent être mises sur le compte de la religion, ce qui la discrédite à plus ou moins long terme. Une autre version de cet état de fait consiste à affirmer que l'islamisme politique prôné par Khomeyni est une version minoritaire de la pensée islamique et que sa légitimité est, au mieux, toute relative.

6. Cf. Digard (J.-P.), Hourcade (B.), Richard (Y.), *L'Iran au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1997 ; Khosrokhavar (F.), "Les intellectuels postislamistes en Iran", *Awal*, n° 11 ; "Les intellectuels postislamistes en Iran revisités", *Revue Trimestre du Monde*, 1^o trimestre 1996.

7. Cf. Vakili (V.), *Debating Religion and Politics in Iran : The Political Thought of Abdolkarim Soroush*, Studies Department Occasional Paper Series N° 2, Council on Foreign Relations, New York, 1996.

Les nouveaux intellectuels postislamistes dont certains ont été des révolutionnaires repentis, exercent leur critique non seulement dans le domaine de la philosophie, de la théologie islamique ou du droit canon islamique (*figh*), mais aussi, dans l'art et en particulier le cinéma, dans la littérature et en particulier dans celle qui est écrite par les femmes, et dans d'autres formes d'expression artistique (peinture, poésie, etc.). Dès lors, la fonction du Hezbollah subit une profonde crise : il ne peut plus se fonder sur la conviction révolutionnaire inébranlable d'incarner le Bien contre les détenteurs du Mal comme sous Khomeyni, il ne peut pas non plus, au nom de l'opportunisme clientéliste de la période intermédiaire (1987 - *circa* 1993) réprimer résolument l'opposition, étant entendu que la crise économique, l'usure de la révolution et la perte de légitimité des dirigeants du pays l'atteignent frontalement. La corruption rampante à tous les échelons de l'Etat fait que désormais le Hezbollah (ou, plus généralement, les groupes de répression que l'opinion publique désigne comme tels) se laisse acheter par les uns et par les autres : jamais la consommation (illégale en Iran islamique) de l'alcool — de l'*arak*, distillé clandestinement, d'abord par les minorités religieuses dont les Arméniens et petit à petit par tout le monde, pour la consommation individuelle, des amis ou d'une plus large clientèle —, de l'héroïne chez les jeunes, de l'opium chez les plus âgés, n'a été aussi répandue que sous le régime post révolutionnaire, chacun s'approvisionnant auprès de son vendeur habituel, les services de répression fermant les yeux moyennant leur ponction sur les revenus des dealers. La répression par le Hezbollah — *i.e.* par les organismes de répression — revêt ainsi de plus en plus un sens vénal, sauf pour celle des femmes "mal-voilées" ou celles qui ont un comportement attentatoire aux bonnes mœurs, les femmes étant désormais le seul groupe dont la répression donne le sentiment de continuité au sein de la République Islamique après les échecs multiples essayés par le nouveau régime : échec de l'exportation de la révolution, de la cause des déshérités, de l'économie islamique florissante, de l'instauration de l'islam authentique dans les cœurs et de l'intériorisation des normes islamiques eu égard à l'entraide sociale et à la fraternité au sein de la communauté musulmane. Mais même celles-ci ont changé puisqu'elles revendiquent désormais le droit d'être traitées "islamiquement", c'est-à-dire selon les normes islamiques réinterprétées par certaines d'entre elles qui maîtrisent de plus en plus la connaissance du droit et des traditions musulmans et par certains hommes versés dans les sciences religieuses et qui abondent dans leur sens.

LES RUPTURES SURMONTÉES ?

La révolution islamique s'est faite à partir de la triple rupture qu'avait induite la modernisation autoritaire des Pahlavis et que le régime post révolutionnaire a exploité à son tour pour mater l'opposition, contrecarrer toute revendication d'autonomie individuelle et forcer les femmes des classes moyennes à se soumettre au nouvel ordre. La révolution et près de vingt ans d'islamisme politique ont entraîné la remise en cause de ces clivages majeurs

qui revigoraient le pouvoir et lui permettaient d'imposer sa vision répressive de l'ordre. D'une part, le hiatus entre les femmes des classes moyennes occidentalisées et des couches populaires en voie de modernisation est remis en cause par la prise de conscience de plus en plus aiguë, de la part des deux groupes de femmes, de la convergence de leurs intérêts, cette fois en tant que femmes⁸, face à un pouvoir qui se sert de l'islam pour les réduire à la minorité et leur dénier les droits élémentaires au sein de la famille (la garde de l'enfant après le divorce etc.), dans la société (certains métiers sont interdits aux femmes comme celui de juge) et dans l'ordre politique⁹ (le nombre des femmes au parlement iranien est dérisoire et même dans le cabinet du nouveau Président de la république, il n'y a aucun ministre femme). Le régime post révolutionnaire mettait à profit la dissension entre les femmes des classes populaires et celles des couches moyennes, taxant les secondes d'anti-islamiques et exploitant leur mépris pour les premières et la haine de celles-là pour celles-ci afin de réprimer les secondes avec la complicité, voire la participation active des premières. Or, à présent, le fossé s'est aminci. Nombre de femmes des couches moyennes-inférieures et surtout, de nouvelles intellectuelles appartenant à celles-ci, se rendent compte qu'il est suicidaire pour les femmes de s'entre-déchirer au nom de l'islam et de renforcer ainsi le front des groupes qui font une interprétation patriarcale et machiste de l'islam. C'est pourquoi, des convergences se dessinent entre les unes et les autres et le rejet des femmes "occidentalisées" par les femmes musulmanes de stricte obédience rencontre de moins en moins de succès. Il se crée des formes de coopération entre elles pour revendiquer leurs droits au travail, au traitement équitable au sein de la famille et dans les domaines d'où le régime les avait exclues au nom de l'islam comme le sport, mais aussi, l'accès au politique.

Un autre clivage, celui qui existait entre les jeunes et la génération des parents existe toujours, mais les premiers ne nourrissent plus d'idéologie révolutionnaire ni ne recherchent de solution radicale aux problèmes de société. Alors que la génération des jeunes dans les années soixante-dix pensait détenir la vérité que celle des parents était incapable de comprendre à ses yeux, la nouvelle jeunesse est beaucoup plus réaliste, elle n'est pas pénétrée par le rêve de la solution radicale et pense de manière beaucoup plus "prosaïque". L'expérience révolutionnaire et son échec ont induit aussi une attitude de plus en plus responsable vis-à-vis des problèmes de société et rares sont ceux qui pensent désormais que l'on peut supprimer magiquement, par l'utopie révolutionnaire, les maux sociaux. Enfin, l'écroulement du système soviétique a

8. Cf. Kian (A.), "Women and Politics in Post-Islamist Iran : the gender conscious drive to change", *British Society for Middle Eastern Studies*, 1997 ; Mir-Hosseini (Z.), "Divorce, Veilin and Feminism in Post-Khomeini Iran", in Afshar (H.) (dir.), *Women and Politics in the Third World*, London, Routledge, 1996.

9. Aux élections parlementaires de 1992, le nombre des femmes a doublé par rapport aux élections précédentes et est passé à 9 élues, c'est-à-dire un peu plus de 3% du nombre total des élus ; aux élections de 1996, les 10 femmes qui ont pénétré dans le parlement islamique ont constitué 4% des élus.

engendré à son tour le discrédit vis-à-vis des solutions romantiques, ce discrédit imprégnant les jeunes et les vieux à la fois. Ainsi, eu égard à la politique, le clivage entre les deux générations n'est plus aussi accentué que par le passé et les deux générations partagent le rejet de l'ordre islamiste dominant.

Reste le hiatus entre les pauvres et les riches. Là aussi, l'échec de la révolution a induit un désenchantement qui incite au réalisme plutôt qu'au recours à l'extrémisme politique. Certes, la société iranienne s'est appauvrie depuis la révolution islamique, la population ayant fortement augmenté (de quelque 37 millions à la veille de la révolution en 1979, à plus de 64 millions, voire 67 millions en 1997) et le prix du pétrole en dollars constants a baissé. La guerre et ses destructions massives, la fuite de la matière grise hors de l'Iran, l'incompétence notoire des dirigeants révolutionnaires dans les premières années et la nationalisation des secteurs entiers de l'économie ont eu pour conséquence une situation économique peu enviable. Presque personne, sous peine de dérision, ne peut nier, en Iran même, l'échec du régime en matière économique. La presse ne s'en cache pas et la presse comique s'en fait des gorges chaudes. Vraisemblablement, l'injustice économique est encore plus grande en Iran actuel que sous le Chah, l'économie étant beaucoup plus spéculative et beaucoup moins productive que par le passé. Mais malgré cela, il n'existe pas de mouvement révolutionnaire contre le régime actuel et le seul mouvement d'opposition crédible en Iran exige l'ouverture politique, la démocratie et le règne de la loi, dénonçant l'arbitraire des tenants du pouvoir et les mettant en demeure de respecter la législation existante, quitte à mettre en cause certains de ses aspects les plus répressifs. Cela présente une différence majeure par rapport au règne du Chah qui voyait se développer une guérilla communiste, tout aussi antidémocratique que le régime qu'elle combattait, voire plus, au nom du peuple iranien et du prolétariat international. A présent, le désenchantement favorise le réalisme politique et l'aspiration à un pouvoir soumis à la loi.

Les élections présidentielles de 1997 où Khâtimi a été élu ont révélé le changement des mentalités après près de deux décennies d'islamisme politique en Iran¹⁰. La participation des femmes, des jeunes¹¹, et même des groupes importants au sein des organismes de répression comme l'Armée des Pasdaran en faveur du nouveau président qui promettait le règne de la loi et la liberté d'expression, a été déterminante dans l'élection du candidat Khâtimi qui ne bénéficiait pas de la faveur des tenants du régime. C'est qu'en lui la grande majorité des jeunes, hommes et femmes confondus, mais aussi de la génération des parents, c'est-à-dire de celle qui a participé à la révolution et qui s'est rendu à l'évidence de son échec, ont reconnu le promoteur d'un nouvel ordre qui atténuerait les travers du régime islamiste et permettrait une plus grande

10. Sur 238 candidats, 234 ont été éliminés par les tenants du régime sur des critères arbitraires, mais sur les quatre restants, les élections se sont déroulées de manière quasiment démocratique.

11. Cf. Kardavâni (K.), (en persan) "Entékhâbé mardom, entékhâbé dowlat" (Le choix du peuple, le choix du gouvernement), *Djâméyé sâlem*, n° 33, mordâd 1376 (1997).

ouverture politique. Cette fois-ci, l'opposition au pouvoir ne s'est pas manifestée selon une modalité révolutionnaire, ce n'est pas la haine des détenteurs du pouvoir qui s'est donnée libre cours, mais la volonté toujours "au ras des pâquerettes" de réduire son arbitraire, de secouer son joug au nom même de la légalité islamique, et de remettre en cause son hégémonie par le recours à une version de l'islam non-hezbollah. Pour la première fois, une nouvelle société civile est en gestation qui ne succombe pas à l'illusion de la communauté idéale et pure des origines. Cette société civile, lourde d'une expérience révolutionnaire, est muette depuis quelques années par les intellectuels post islamistes qui lui serinent l'autonomie de l'ordre social vis-à-vis de l'ordre politique, couchant cette vision dans un idiome islamique en termes de légitimation et donnant à la revendication de la liberté et de l'autodétermination de la société une justification en termes de sacré.

L'islam du Hezbollah était fondé sur la haine de l'anti-islam beaucoup plus que sur une vision constructive de la réalité musulmane dans le monde moderne. Son enjeu principal était la lutte contre les tenants d'une modernité anti-religieuse, la restauration d'un islam idyllique et la guerre ouverte contre les partisans d'une modernité "dépravée" et "corrompue". Or, presque deux décennies de révolution et d'islamisme politique ont suffi pour entraîner la désidentification de très larges pans de la population face à un puritanisme islamique qui a déçu la quasi totalité de la société iranienne. Le renouveau du cinéma et de la littérature iranienne ne s'est pas fait à cause du nouvel ordre islamiste mais *en dépit de lui* ; à chaque fois, une nouvelle société s'est lancée dans la manipulation du registre symbolique de l'islam pour s'affranchir du joug de l'islamisme radical, ce qui lui a donné la possibilité de remettre en cause ce dernier non pas au nom d'une modernité importée, mais à partir même d'une vision ouverte de l'islam¹². Si les partisans du Hezbollah instrumentalisent l'islam pour montrer son opposition insurmontable à la démocratie, les tenants du post islamisme perçoivent dans l'islam une vision du sacré qui fonde la séparation du politique et du religieux selon l'essence même du sacré. C'est pourquoi la haine du Hezbollah ne peut plus se déchaîner à leur égard en termes de non-islamité profanatrice de l'islam. Pour la première fois après la révolution, le Hezbollah se trouve confronté à une crise majeure, étant contesté non pas par la petite minorité des partisans de la vision "occidentale", mais par ceux-là mêmes qui, au nom de l'islam, exigent la participation de la société aux décisions politiques qui la concernent.

12. Cf. par exemple la revue *Kiân* et les débats entre les partisans d'une conception démocratique de l'islam et ceux de l'islamisme politique. Cf. Soroush (A.), "darké azizânéyé din" (la compréhension sympathique de la religion), et la riposte de Pâyedâr (H.), "Pârâdoxé eslâm va démocrâsi" (le paradoxe de l'islam et de la démocratie), *Kiân*, n° 19, khordâd 73 (1994). De même, Soroush (A.), "Zehmiyaté mochavvach, hoviyaté mochavvach" (subjectivité angoissée, identité angoissée), *Kiân*, n° 30, Ordibéhecht-Khordâd 75 (1996).

Certes, des thèmes comme "l'agression culturelle" (*tahâdjomé farhangui*) de l'Occident ou "l'islam américain" des partisans de l'Occident sont-ils encore exploités par certaines franges du Hezbollah sous l'égide des groupes conservateurs. Mais leur audience est fort limitée et surtout, une bonne partie de la nouvelle classe hégémonique est convaincue que sans un changement notable au sein du bloc au pouvoir, on se dirige vers une crise majeure.

Le paradoxe de l'Iran actuel est celui d'une société post islamiste qui se trouve encore sous le joug d'un État islamiste, même si, à un rang élevé de l'État (la présidence de la république) siège une personnalité politique qui se dit (et demeure jusqu'à nouvel ordre) non islamiste.

LA FRUSTRATION, LES LOISIRS ET LA NOUVELLE JEUNESSE

Cependant, les classes moyennes et moyennes-inférieures qui sont à la tête du nouveau mouvement pour l'ouverture de la scène politique et en particulier les intellectuels post islamistes, sont, au mieux, fragiles. La crise économique a laminé leurs assises financières, ils sont dépendants, pour leur vie quotidienne, d'une société dominée par un pouvoir islamiste. La liberté de parole est toujours limitée même si elle n'est pas négligeable, l'économie parallèle rend dérisoires les gains dans le secteur officiel, une nouvelle oligarchie du pouvoir s'enrichit par le biais des organismes qui échappent à la tutelle de l'État et qui sont des structures parallèles bénéficiant de tous ses avantages, concurrençant le secteur privé et n'ayant aucune des charges qu'il supporte¹³. D'un côté, tout incite à ce que chacun vaque à ses occupations quotidiennes au sein d'une économie spéculative qui punit celui qui veut produire et promeut le spéculateur et le stockeur. De l'autre, une conscience politique se développe malgré la crise. Sa fragilité est pourtant évidente en raison de l'absence d'assise économique fiable qui puisse donner aux uns et aux autres l'assurance que leur engagement pour la liberté politique n'entraînera pas leur marginalisation économique par leur inévitable bras de fer avec l'ordre islamiste¹⁴. À l'université, le Hezbollah s'oppose parfois à la tenue de conférences par des intellectuels en vue¹⁵. Le

13. C'est par exemple le cas d'*Astâné Ghodse*, véritable mastodonte économique qui gère ses infrastructures économiques et n'est responsable, en dernière instance, que devant le Guide de la révolution, lui donnant ainsi un poids économique démesuré qui échappe au contrôle normal de l'État et devient un poids politique par les jeux de clientélisme qu'il induit.

14. Des universitaires ont été exclus de l'université ces dernières années sous prétexte d'activités incompatibles avec l'ordre islamique (comme par exemple Tabâtabâï), d'autres étaient sous la menace d'une exclusion avant l'élection du nouveau Président de la république.

15. En 1997 Soroush a été interdit de conférence dans l'enceinte de l'université de Téhéran, mais il a pu le faire par un téléphone directement relié au haut-parleur du salon de conférence! Kiârostami, qui a eu la palme d'or du festival de Cannes de 1997 s'est vu acerbement attaquer par le Hezbollah pour s'être laissé embrasser par Catherine Deneuve dans la cérémonie de la remise de son prix. La vie des intellectuels est soumise à un constant harcèlement par le pouvoir, ceux-ci trouvant des solutions *ad hoc* pour contourner, dans la crainte et les tremblements, les interdits et vivant chaque fois l'appréhension de se trouver en prison ou d'être physiquement malmenés par les agents de répression.

ministère de la Guidance islamique dépendant du gouvernement réformiste de Khâtami tente de rendre le débat plus libre dans la société mais les journaux sont interdits de parution par la justice, aux mains des conservateurs, qui entendent lutter aussi radicalement que possible contre les partisans des réformes. Des journaux comme *Djâmééh* (Société) ont paru pendant quelques mois puis ont été frappés d'interdit par le système judiciaire, puis *Toûs* a pris sa place avec pratiquement la même équipe, subissant le même sort peu après, ensuite *Néchat* qui a été interdit de la même façon par l'appareil judiciaire. Ce processus dure depuis 1997 et peut continuer encore dans un rapport malaisé entre les deux factions. Une lutte plus ou moins explicite oppose le gouvernement et le reste de l'Etat à la tête duquel figure le Guide de la révolution, avec le système judiciaire à son service ainsi que les forces armées, les Fondations révolutionnaires qui ont un pouvoir économique colossal et qui échappent à la tutelle du gouvernement (elles financent les groupes paramilitaires acquis aux conservateurs) et nombre d'institutions du régime. Le mouvement étudiant de l'été 1999 a marqué une phase de rupture momentanée, mais cela n'a pas débouché sur un bain de sang, parce que d'une part, les conservateurs sont divisés et se savent honnis, de l'autre, ils ressentent le besoin d'avoir les réformistes qui leur apportent une certaine honorabilité extérieure, à condition qu'ils ne dominent pas le pouvoir politique en Iran. Un modus vivendi de plus en plus difficile se profile en Iran, avec trois mouvements sociaux en filigrane : celui des étudiants, celui des intellectuels post islamistes et celui des femmes, les uns et les autres contestant démocratiquement le pouvoir, les uns et les autres refusant l'affrontement armé et s'appuyant sur des groupes de plus en plus étendus au sein d'une société civile en gestation¹⁶. La liberté d'expression demeure ainsi dans un état incertain : elle est sous tutelle, mais de plus en plus de gens osent dire ce qu'ils pensent et surtout, même si des intellectuels sont mis en prison, voire assassinés, pour le moment, la liberté de la parole n'est pas supprimée par la peur des groupes de pression du pouvoir. Cette liberté existe tout en étant sous surveillance, en raison même de la dichotomie du pouvoir, de la dissension entre ses diverses factions et notamment, entre le gouvernement Khâtami et les groupes conservateurs. Par ailleurs, malgré un gouvernement réformateur, le pouvoir hezbollah est encore redoutablement présent.

La frustration des jeunes est immense dans une économie où la très grande majorité est vouée au chômage et ne perçoit aucun avenir à l'horizon en plus d'une situation sociale où les relations entre les jeunes sont frappées d'interdit par un pouvoir puritain. Ceci induit quelquefois des attitudes suicidaires¹⁷. Par ailleurs, les anciens jeunes révolutionnaires, surtout les membres de

16. Cf. Khosrokhavar (F.), "L'individu en Iran", *Cemoti*, décembre 1998 ; Khosrokhavar (F.), Roy (O.), *L'Iran : comment sortir d'une révolution religieuse ?* Paris, Seuil, 1999.

17. Cf. "Man hat mich schon lange getötet" ("on m'a tué depuis longtemps"), *Tageszeitung*, 22-23 mars 1997 où est décrit le récit de meurtre de leur frère et sœur par une jeune fille et un jeune garçon de 16 ans qui déclarent au tribunal islamique en Iran, que la vie est dépourvue de sens pour les jeunes Iraniens.

Bassidje, sont frustrés parce qu'ils ont le sentiment que la situation post révolutionnaire telle qu'elle évolue depuis la fin de la guerre (1988) est un démenti formel aux idéaux de la révolution : d'un côté, l'idéologie du sacrifice, de l'abnégation, du martyr qui fondait la légitimité du nouvel ordre islamiste est battue en brèche et plus personne n'y croit sincèrement. Les quelques mouvements de protestation et de défi contre le régime islamiste ont été le fait de ces révolutionnaires attardés qu'étaient les anciens pasdars ou Bassidjis. Ces mouvements ont été rapidement réprimés par le régime, d'une part parce que la grande majorité ne s'y reconnaissait pas dans la société, de l'autre, parce qu'ils étaient éclatés et n'avaient aucun principe de coordination dans la durée. Ces mouvements exprimaient des bouffées de mécontentement subit que le régime est parvenu à mater sans trop de peine¹⁸.

Autant dire que le mécontentement et la frustration de la nouvelle jeunesse s'expriment, dans l'écrasante majorité des cas, au niveau individuel, par l'aménagement de l'espace privé et en rupture avec l'espace public, ce qui donne naissance à une attitude schizoïde : en privé on se défoule, on se "désislamise", on fait tout ce qui est frappé du sceau de l'interdit, l'alcool, la drogue dure, les vidéocassettes des films non autorisés faisant bon ménage dans cette transgression des interdits. Pour la nouvelle jeunesse dorée, le privé devient le succédané du public, mais pour la jeunesse populaire et démunie, l'espace privé a peu d'attrait, faute de moyens. L'écart croissant entre l'idéologie officielle du régime basé sur une version puritaine et intolérante de l'islam et la réalité quotidienne où sévit un consumérisme sous surveillance rend les jeunes de plus en plus "cyniques" vis-à-vis du pouvoir. Nombre d'entre eux transgressent les interdits du régime, s'exposant à sa répression dans la rue, refaisant les mêmes "délits" sitôt libérés et retombant plusieurs fois sous les rets des agents du pouvoir, créant ainsi le désespoir de la famille qui n'en peut mais. Le pouvoir lui-même n'a de cesse de poursuivre cette jeunesse récalcitrante dans les grandes villes pour la soumettre aux rigueurs du puritanisme néo-islamique. Mais il n'y parvient qu'à moitié et s'il réussit à mettre en partie au pas les jeunes, c'est par la crainte de sa redoutable répression, pas par l'intériorisation des normes qu'il a édictées au nom de l'islam. C'est ainsi qu'après presque vingt ans de pouvoir islamiste, la nouvelle jeunesse qui émerge et qui n'a pas vu le régime du Chah, au lieu d'incarner un comportement islamiste, s'est totalement désidéologisée, épousant une attitude opportuniste vis-à-vis du pouvoir, n'ayant pas le moindre scrupule à son égard et cherchant, dans les grandes zones urbaines, à partir du pays lorsqu'elle le peut, ou à s'absenter mentalement d'une réalité dérisoire et hypocrite, par le recours à tous les stratagèmes possibles et imaginables (la drogue, l'alcool etc.). En d'autres termes, la jeunesse issue de la génération révolutionnaire est tout sauf révolutionnaire, elle a intériorisé tout sauf l'idéologie islamiste et se

18. Pour une interprétation marxisante de ces mouvements de révolte sans lendemain, cf. Farâsati (A.), "khizêche hâyé sé sâlê gozachtéyé irân, marhaléyé boloughé mobârezâté mardo-mi" (les mouvements des trois dernières années en Iran, l'étape de maturité des luttes populaires), *Navidé moghâvémat*, n° 7, printemps 1996.

comporte dans un rapport de total extériorité et de rejet cynique du pouvoir. En ce sens aussi, la révolution a échoué. Pour une grande partie de cette jeunesse, désormais la haine se dirige sur le pouvoir, son aspiration majeure étant un consumérisme effréné, ses vœux les plus ardents étant d'accéder à la liberté au sens d'accès à la consommation et pas pour incarner les idéaux éthérés de la révolution, voués à la dérision depuis plusieurs années.

Restent les loisirs collectifs à la tête desquels se trouvent les match de football. Que ce soit au niveau des petits quartiers de Téhéran, dans les nouvelles villes qui ont émergé après la révolution dans sa périphérie ou dans les provinces les plus éloignées, les matches de foot mobilisent les jeunes et par-delà, la société entière. Les événements sportifs scandent le rythme de la société iranienne et lorsqu'il s'agit de ceux qui ont une incidence internationale, la quasi totalité des gens, jeunes ou non, se mobilisent pour y assister, via la télévision. C'est ainsi qu'aux matchs de demi-finale entre l'Iran et l'Australie en 1997 pour désigner l'équipe qui devrait prendre part aux finales de la Coupe du Monde en France en 1998 les villes ont momentanément pris un autre aspect. Le match se déroulait en Australie à midi et demi à l'heure iranienne. Les écoles ont été pratiquement toutes fermées. Dans telle école de Téhéran, dans la salle de célébration de la prière quotidienne, on a installé le téléviseur. Le résultat *ex æquo* a profité à l'équipe iranienne qui avait gagné le premier match entre les deux équipes en Iran. Dans la rue, c'était la liesse collective, on distribuait des friandises, tout le monde manifestait sa joie, les uns et les autres montraient sans la moindre retenue leur fierté nationale. De même, aux élections pour le Président de la république de 1997 la mobilisation collective a été à son comble et au vu des résultats et de sa victoire, les gens ont manifesté bruyamment leur joie à l'extérieur. En d'autres termes, la nouvelle société post révolutionnaire dont la grande majorité, les jeunes, n'ont pas connu le régime du Chah, revient à une idéologie qui jure avec la vision obsidionale et mortifère des révolutionnaires d'antan. Que ce soit par les formes nouvelles qu'elle invente au sujet de ses loisirs, que ce soit par les expressions nouvelles qu'elle donne à sa participation au politique, que ce soit par l'opposition sournoise qu'elle manifeste vis-à-vis des interdits édictés par le pouvoir, cette jeunesse montre sa volonté d'autodétermination au sein d'une société désenchantée.

La nouvelle jeunesse, tout en étant profondément frustrée et portée par l'envie irrésistible de consommer et de vivre intensément sa vie atomisée, a aussi, en partie du moins, la volonté non pas d'affronter le pouvoir *manu militari*, mais d'affirmer son aspiration à une plus grande liberté politique, tout en évitant les pièges du passé, à savoir, l'utopie révolutionnaire. Le discrédit de l'opposition à l'extérieur de l'Iran et l'absence de référence à une instance révolutionnaire extérieure (la Chine ou l'Union Soviétique) font que désormais prévaut une stratégie présentant certaines ressemblances avec celle de Solidarnosc dans les années quatre-vingt, face au pouvoir communiste polonais : revendication de la liberté, mais pas le passage à l'action violente qui légitimerait le recours à la répression par le pouvoir en place.

N'empêche, le mouvement pour la liberté qui travaille la société iranienne et dont les groupes post islamistes sont les fers de lance, est fragile et en cas d'échec de la nouvelle équipe au pouvoir sous l'égide de Khâtami, les dangers de radicalisation, autant de la part des groupes militaires et paramilitaires sous l'égide du Hezbollah que certains groupes de jeunes, ne sont pas à écarter. La nouvelle société civile qui émerge sur les décombres du radicalisme révolutionnaire et de l'islamisme politique montre, néanmoins, que l'islamisme radical est, comme les autres idéologies révolutionnaires, une denrée périssable. Qui plus est, elle montre que les nouveaux groupes émergents qui sont souvent nés sous la révolution, ont rejeté l'utopie révolutionnaire et qu'ils forment, progressivement, l'opposition au radicalisme religieux et politique. Une nouvelle société civile émerge lentement, péniblement, mais sûrement, de l'échec même de l'islamisme révolutionnaire, contestant ce dernier, lui déniait la légitimité, principalement sous forme d'une nouvelle religiosité qui tente d'intégrer les aspirations démocratiques en son sein et séparer, cette fois au nom même du religieux, le politique de l'islam.